



---

## Conseil de sécurité

Débat public sur

### **Non-prolifération des armes de destruction massive**

### **Non-proliferation of weapons of mass destruction**

New York, le 7 mai 2014

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

La Suisse apporte pleinement son soutien à la résolution 1540 du Conseil de sécurité (2004) et à ses résolutions subséquentes. Le dixième anniversaire de cette résolution nous donne une bonne occasion de dresser le bilan des réalisations accomplies et des défis qu'il reste à relever. Nous remercions la République de Corée pour organiser ce débat important qui vient à point nommé. Le fait qu'il soit un débat public est d'autant plus déterminant que le sujet dont il est question aujourd'hui concerne tous les Etats membres.

L'adoption, il y a dix ans, de la résolution 1540 a comblé une lacune importante dans le système de sécurité international. En effet, la menace que représente la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs par des acteurs non étatiques demeure d'actualité. Nous devons par conséquent poursuivre nos efforts en vue d'une mise en œuvre efficace de cette résolution. Dans ce contexte, j'aimerais souligner les trois points suivants.

Premièrement, les efforts réalisés au plan national restent au cœur des objectifs de la résolution 1540. Si le défi lié aux menaces de nature chimique, biologique, nucléaire et radiologiques concerne la planète entière, il demeure de la responsabilité de chaque Etat membre de s'acquitter de ses obligations et de mettre en œuvre les dispositions pertinentes. Ainsi, ma délégation souligne l'importance de mettre en œuvre les traits et conventions dans ce domaine. La Suisse met à cet effet son expertise à disposition de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) pour la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques. Dans le domaine des exportations, la Suisse se livre à un contrôle systématique et large du transfert de biens à double usage. Si les autorités suisses de contrôle des exportations ont des raisons de croire que des biens à double usage seront utilisés de manière abusive, elles refusent les licences d'exportation. En outre, la clause dite « catch-all » oblige les entreprises à indiquer aux autorités suisses si elles estiment que les biens non soumis aux mesures régulières de contrôle à l'exportation peuvent être utilisés à mauvais escient. D'après l'expérience de la Suisse, une parfaite transparence et une bonne coopération entre l'industrie et les autorités sont déterminantes et doivent être garanties par une application stricte de la législation.

Deuxièmement, l'assistance peut être un facteur utile pour faire progresser la mise en œuvre de la résolution 1540. Le soutien apporté par la Suisse à l'Irak en 2011 - ce pays ayant demandé une aide en matière de biosécurité et de biosûreté - est un exemple de coopération fructueuse. Cette coopération, qui impliquait l'intervention du Centre de recherche, de formation et d'information sur la vérification VERTIC, souligne également le rôle positif que peut endosser la société civile. La Suisse voit une possibilité d'aller plus loin dans l'assistance aux Etats afin qu'ils mettent en œuvre la résolution 1540.

Troisièmement, les organisations régionales peuvent exercer une influence utile en ce qui concerne la mise en œuvre de la résolution. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui soutient ses Etats participants à faire face efficacement aux menaces importantes, en est une bonne illustration. Elle mène des activités de sensibilisation et dispense des formations sur mesure. Elle aide notamment ses Etats participants à mettre au point des législations et des plans d'action nationaux en vue de la mise en œuvre de la résolution 1540. Il y a quelques semaines, une première rencontre entre les Points de contact OSCE de la résolution 1540 s'est tenue à Vienne. La Suisse, qui, jusqu'à présent, a apporté son soutien à ces efforts de l'OSCE, va poursuivre sur cette voie tout au long de sa présidence de l'organisation en 2014 et contribuera à l'application de la résolution 1540 dans l'espace OSCE et au-delà. La coopération pourrait être intensifiée avec d'autres régions et leurs organisations régionales respectives, de sorte que les enseignements tirés dans le contexte de l'OSCE puissent être mis à profit.

Monsieur le Président,

Si la mise en œuvre des dispositions existantes demeure une priorité, il faut également que nous puissions anticiper les nouveaux défis et trouver des façons constructives de les aborder. Les implications du double usage et la convergence entre les domaines biologiques et chimiques née de l'évolution des sciences de la vie en sont des exemples. De telles avancées renferment un énorme potentiel pour la santé publique, la science biomédicale ou l'agriculture. Il existe cependant aussi un risque croissant de voir des acteurs étatiques ou non étatiques exploiter ces sciences à des fins illicites. En sa qualité de présidente de la Convention sur les armes biologiques, la Suisse est consciente de ce risque. Elle prendra donc l'initiative d'une série de séminaires sur un sujet particulier : les implications de la convergence entre les domaines biologiques et chimiques. Nous informerons le Comité 1540 du résultat de ces réflexions. Il importe que la communauté internationale suive l'évolution de ces progrès technologiques rapides.

Monsieur le Président,

La résolution 1540 est un instrument qui oblige tous les Etats à empêcher la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs par des acteurs non étatiques. Il vise également à faire adopter et appliquer des lois efficaces, ainsi qu'à mettre en place des dispositifs de contrôle intérieurs. Nous espérons que de nouveaux progrès seront réalisés dans la mise en œuvre de la résolution et que nous pourrions élaborer ensemble à cette fin une vision et une stratégie à long terme.

La communauté internationale doit poursuivre ses efforts dans toutes les enceintes pertinentes en vue de maîtriser le risque que pose la prolifération des armes de destruction massive pour la paix et la sécurité dans le monde. L'utilisation de ces armes pourrait avoir de lourdes conséquences sur le plan humanitaire ainsi que sur la sécurité, l'économie et l'environnement. Il en va également de l'existence de telles armes. Tant qu'elles ne seront pas prohibées puis abolies, elles continueront de représenter un risque pour la paix et la sécurité dans le monde.

Je vous remercie.

Mr. President,

Switzerland fully supports the objectives of Security Council Resolution 1540 (2004) and its follow-up resolutions. The 10th anniversary of this resolution provides us with a good opportunity to look at achievements and remaining challenges and we thank the Republic of Korea for organizing this important and timely debate. Holding this debate in an open format is pivotal as the topic at hand concerns all Member States.

10 years of age, resolution 1540 filled an important gap in the international security system. However, the threat of the proliferation of weapons of mass destruction (WMD) and their means of delivery by non-State actors persists. Therefore, our efforts to effectively implement resolution 1540 must be continued. In this context, I would like to underline three points:

First, national efforts remain at the heart of achieving the goals of resolution 1540. While the challenge in relation to chemical, biological, nuclear and radiological threats (CBRN) is of a global nature, it remains Member States' individual responsibility to fulfil their obligations and implement relevant provisions. My delegation sees several aspects as important: one aspect refers to the implementation of the relevant Treaties and Conventions. Here, Switzerland for example provides, in close cooperation with the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW), assistance to the implementation of the Chemical Weapons Convention with capacity building, expertise and personnel. Another aspect refers to export control measures: Switzerland controls the transfer of dual-use items in a broad and systematic manner. If the Swiss export control authorities have reason to believe that dual-use items will be misused, they refuse export licenses. In addition, the Swiss catch-all clause obliges companies to notify the Swiss authorities if they assume that goods which are not subject to regular export controls may nonetheless be misused. According to the Swiss experience, full transparency and good cooperation between industry and authorities are crucial, to be backed up by strict law enforcement.

Second, assistance can play a useful role to advance national implementation of resolution 1540. An example of a fruitful cooperation is the support provided by Switzerland to Iraq in 2011 in relation to its request for assistance in the area of bio-safety and bio-security. This cooperation, which involved the Verification Research, Training and Information Centre (VERTIC), also underlines the positive role that civil society can play. Switzerland sees room for further progress in providing assistance to States in their implementation of resolution 1540.

Third, regional organizations are a useful leverage to advance implementation as well. The Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), which assists participating States in effectively addressing relevant threats, is a good illustration in this regard. The organization undertakes awareness-raising activities and tailored training. In particular, the OSCE helps participating States to develop national legislation and National Action Plans to implement resolution 1540. A few weeks ago, for the first time ever, a meeting took place bringing all Points of Contacts on 1540 together. Switzerland has supported these efforts and continues to do so during its 2014 OSCE Chairmanship thereby contributing to the implementation of resolution 1540 in the OSCE region and beyond. Cooperation could be deepened with other regions and respective regional organizations to make available lessons learned in the OSCE context.

Mr. President,

While implementation of existing provisions remains a priority, we also need to anticipate new challenges and meaningful ways to address them. Examples are the dual-use implication and convergence of biology and chemistry due to the revolution in the life sciences. Such advances have enormous positive potential for public health, biomedical science, or agriculture. However, there is also an

increasing risk that life sciences are exploited for prohibited purposes by state or non-state actors. As current Chair of the Biological Weapons Convention, Switzerland is aware of this risk and will therefore launch a series of workshops on one particular topic, namely on the implications of the convergence of chemistry and biology, and we intend to inform the 1540 committee about the results. It is important that the international community continues to follow these rapid technological developments.

Mr. President,

Resolution 1540 has been instrumental in obliging all States to prevent the proliferation of WMD and their means of delivery by non-state actors and in adopting and enforcing effective laws and establishing domestic controls. We hope that further progress can be achieved in the resolution's implementation and that we can work together to develop a long-term vision and strategy to this end.

International efforts to cope with the risk posed by the proliferation of WMD to international peace and security must continue in all relevant fora. The use could result in severe humanitarian consequences and would have impacts on security, economy, and environment. But this also concerns their existence: As long as not all categories of WMD are prohibited and finally abolished, such weapons continue to represent a risk to international peace and security.

Thank you.